

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jean-Pierre Valiquette, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de L'Ascension pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de L'Ascension

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la municipalité de L'Ascension (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de L'Ascension au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de L'Ascension inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Par Anick Millaire, CPA auditrice
Mont-Laurier, Québec, le 10 juin 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	1 936 951	1 965 089	1 799 827
Compensations tenant lieu de taxes	2	179 482	179 966	181 714
Quotes-parts	3		12 262	45 173
Transferts	4	515 865	1 478 700	560 286
Services rendus	5	17 453	60 249	33 164
Imposition de droits	6	57 000	90 723	99 669
Amendes et pénalités	7	11 000	14 118	18 627
Revenus de placements de portefeuille	8	1 149	9 890	6 723
Autres revenus d'intérêts	9	7 010	17 931	15 786
Autres revenus	10	12 127	15 051	51 027
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 738 037	3 843 979	2 811 996
Charges				
Administration générale	14	688 122	734 309	696 735
Sécurité publique	15	301 081	338 786	260 334
Transport	16	858 569	1 174 024	1 061 819
Hygiène du milieu	17	301 785	453 598	448 241
Santé et bien-être	18	1 596	2 673	9 435
Aménagement, urbanisme et développement	19	235 503	221 178	200 573
Loisirs et culture	20	310 368	290 685	228 993
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	17 923	63 580	47 102
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 714 947	3 278 833	2 953 232
Excédent (déficit) de l'exercice	25	23 090	565 146	(141 236)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		7 485 556	7 626 792
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		7 485 556	7 626 792
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		8 050 702	7 485 556

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	141 523	
Débiteurs (note 5)	2	2 589 231	1 967 752
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	52 764	54 652
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	2 783 518	2 022 404
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		56 799
Emprunts temporaires (note 9)	10	592 862	808 415
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	618 692	298 459
Revenus reportés (note 11)	12	33 813	22 317
Dette à long terme (note 12)	13	1 271 696	589 699
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	92 435	70 528
	16	2 609 498	1 846 217
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	174 020	176 187
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	7 808 331	7 217 685
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 355	3 355
Stocks de fournitures	20	61 123	39 763
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 873	48 566
	23	7 876 682	7 309 369
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	8 050 702	7 485 556
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	8 050 702	7 485 556
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	8 050 702	7 485 556

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 090	565 146	(141 236)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	1 119 491)	206 024)
Produit de cession	3		13 390	
Amortissement	4		495 541	498 469
(Gain) perte sur cession	5		(792)	16 373
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(611 352)	308 818
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(21 360)	159
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		44 693	(45 059)
	13		23 333	(44 900)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		20 706	(19 553)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	23 090	(2 167)	103 129
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		176 187	73 058
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		176 187	73 058
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		174 020	176 187

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	565 146	(141 236)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	495 541	498 469
Autres			
▪ Gain (perte) sur cession	3.1	(792)	16 373
▪ charge de désactualisation	3.2	4 652	
	4	1 064 547	373 606
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(623 701)	(492 935)
Autres actifs financiers	6		2 618
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	322 388	(305 507)
Revenus reportés	8	11 589	19 673
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(21 360)	159
Autres actifs non financiers	12	44 693	(45 059)
	13	798 156	(447 445)
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 095 882)	(206 024)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	13 390	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(1 082 492)	(206 024)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	(10 487)
Remboursement ou cession	20	6 925	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(44 970)	(46 591)
Cession	22	41 934	45 944
	23	3 889	(11 134)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	822 407	26 253
Remboursement de la dette à long terme	25	(119 694)	(91 190)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(215 553)	87 135
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(8 391)	1 144
Autres			
▪	28.1		
	29	478 769	23 342
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	198 322	(641 261)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(56 799)	584 462
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	(56 799)	584 462
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	141 523	(56 799)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas d'un partenariat. La municipalité participe au partenariat suivant : le Complexe environnemental de la Rouge.

Les comptes de la municipalité et de l'autre organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations du Complexe environnemental de la Rouge pour l'exercice est de 1,9311%.

Le Complexe offre le service d'enfouissement des déchets domestiques et le service de traitement des recyclables.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, la provision du passif des obligations liées à la mise hors service des immobilisation et les contestations d'évaluation.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La municipalité et l'organisme contrôlé présentent dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût,
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

D) Passifs

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisation

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

La municipalité et l'organisme contrôlé comptabilisent les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité et ses organismes contrôlés bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité et ses organismes contrôlés bénéficieront des services acquis.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures : 15 à 40 ans

Bâtiments : 10 à 40 ans

Véhicules : 10 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement : 5 à 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Revenus de transferts

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des employés auquel participe la municipalité et le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Le poste Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) est établi en vertu de diverses modalités prévues au Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Le poste de DCTP de la Régie est créé aux fins suivantes :

- Financement à long terme des activités de financement - Autres : Représente le solde de la dette long terme relative aux activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes concernées. Ce montant ne fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations : L'organisme a choisi d'affecter aux DCTP l'écart entre l'évaluation initiale de l'obligation et le passif comptabilisé à titre d'activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement. Cet écart est amorti sur la durée estimative de la fin de la phase d'exploitation du site d'enfouissement déterminée lors de l'évaluation initiale de l'obligation, soit linéairement sur 10 ans et fait l'objet d'une affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales. Le solde du DCTP devra être complètement amorti lors de la fin de la phase d'exploitation du site d'enfouissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et le placement de portefeuille sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'emprunt temporaire, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des intérêts courus à payer, des dettes et des autres passifs sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Instruments financiers

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	304 337	133 439
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	304 337	133 439
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(162 814)	(190 238)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	141 523	(56 799)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	248 948	61 817
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	15 607	36 355

Note

L'encaisse représentant le fonds de roulement non engagé de la municipalité est de 241 315 \$. L'encaisse représentant le fonds réservé pour la tenue d'une élection est de 7 000 \$.

La somme affectée de 633 \$ représente l'encaisse affectée du Complexe environnementale de la Rouge.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	221 992	308 602
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 025 574	1 364 227
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	247 671	126 503
Organismes municipaux	13	21 484	18 579
Autres			
▪ Comptes clients	14.1	10 931	13 446
▪ Intérêts et autres	14.2	61 579	136 395
	15	2 589 231	1 967 752
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	726 193	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	726 193	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	56 668	39 956
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	602 685	608
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 268 552	1 169 091
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	154 337	194 528
	27	2 025 574	1 364 227

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

Les taxes municipales et facturation diverses portent intérêts au taux de 6 % et sont assujettis à des pénalités de 4 %.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	52 764	54 652
	35	52 764	54 652
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	52 764	54 652
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**Autres placements affectés**

- Certificats de placements garantis, intérêts au taux de 2,09 % échéant en janvier 2024, 306 030 \$ (5 910 \$ part de la municipalité)
- Fonds communs de placements dans des obligations gouvernementales et municipales, 2 426 305 \$ (46 854 \$ part de la municipalité) (cours du marché 2 478 321 \$)

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 440 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel et renouvelable annuellement. La municipalité dispose également d'un prêt à terme autorisé de 2 786 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel en attendant le financement à long terme pour les travaux liés à l'agrandissement de la caserne et garage municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le Complexe environnemental de la Rouge dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant maximum autorisé de 250 000 \$ (4 828 \$ part de la municipalité) au 31 décembre 2023 portant intérêts au taux préférentiel.

Au 31 décembre 2023, le taux préférentiel était de 7,2 %.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	483 233	237 471
Salaires et avantages sociaux	42	32 993	23 355
Dépôts et retenues de garantie	43	57 982	6 144
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	45.1	1 384	915
▪ Gouvernement du Canada	45.2	707	473
▪ Organismes municipaux	45.3	14 074	13 291
▪ Intérêts courus	45.4	26 734	8 993
▪ Autres	45.5	1 585	7 817
	46	618 692	298 459

Note

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1	3 750	3 354
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	30 063	18 963
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	33 813	22 317

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	5,41	2024	2031	62	1 282 094	591 796
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	1 282 094	591 796
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(10 398)	(2 097)
					72	1 271 696	589 699

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		159 131			159 131
2025	74		133 544			133 544
2026	75		242 701			242 701
2027	76		147 839			147 839
2028	77		582 059			582 059
2029 et plus	78		16 820			16 820
	79		1 282 094			1 282 094
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		1 282 094			1 282 094

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme comprennent les versements exigibles, de même que les soldes à renouveler.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	55 336
Autres régimes (REER et autres)	88	964
Régimes de retraite des élus municipaux	89	26
	90	56 326
		17 258
		1 102
		25
		18 385

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	70 528
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	92 435
Autres	94.1	
	95	92 435
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	87 783
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	4 652
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	92 435

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Lieu d'enfouissement technique (LET)**

Les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture du LET découlent des obligations de l'organisme à voir à la remise en état, à la surveillance et à l'entretien du lieu d'enfouissement, une fois sa durée de vie utile échu. Les cellules d'enfouissement actuellement construites ont une capacité résiduelle de 208 336 mètres cubes. La durée de vie restante estimative de la décharge au 31 décembre 2023 est de 9 ans. L'organisme est autorisé par décret à une capacité maximale d'enfouissement de 1 200 000 mètres cubes et pourrait éventuellement augmenter sa capacité d'enfouissement de 415 969 mètres cubes dans une phase d'exploitation future.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Activités de fermeture de la décharge contrôlée - Frais de recouvrement final

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

- Taux d'actualisation , incluant l'inflation : 3,4 %
- Période d'actualisation*: 10 ans
- Taux d'inflation: 3,4 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Le montant de l'obligation est engagé dès que les cellules d'enfouissement construites acceptent la mise en décharge sans égard au volume de déchets mis en décharge.

Aucune garantie financière n'est exigée relativement à cette obligation.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2023 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 2 097 355 \$ (40 502 \$ part de la municipalité).

Le solde de l'obligation au 31 décembre 2023 pour les activités de fermeture est de 2 097 355 \$ (40 502 \$ part de la municipalité).

Activités d'après fermeture de la décharge contrôlée

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

- Taux d'actualisation , incluant l'inflation : 3,4 %
- Période d'actualisation*: 39 ans
- Taux d'inflation: 3,4 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période de 30 ans.

Les activités de maintenance, notamment de la surveillance environnementale, la gestion des eaux de surface et souterraines ainsi que la lixiviation, l'entretien des matériaux tampons et les autres activités sont habituellement nécessaires durant un minimum de trente années suivant la fermeture du site.

Le montant de l'obligation est engagé au fur et à mesure que les cellules d'enfouissement construites acceptent la mise en décharge, donc en fonction du volume de déchets enfouis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2023 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 2 689 305 \$ (51 933 \$ part de la municipalité).

Un décret exige que l'organisme constitue une garantie financière pour la gestion des activités d'après fermeture. À cet effet, une fiducie d'utilité sociale a été établie. Le solde de l'encaisse et des placements en fiducie au 31 décembre 2023 est de 2 765 090 \$ (53 397\$ part de la municipalité).

Le solde de l'obligation au 31 décembre 2023 pour les activités d'après-fermeture est de 2 689 305 \$ (51 933 \$ part de la municipalité).

L'écart entre le solde de l'encaisse et des placements affectés à titre de garantie financière et le solde de l'obligation au 31 décembre 2023 d'un montant de 75 785 \$ (1 464 \$ part de la municipalité) est présenté à titre de fonds réserves dans l'excédent accumulé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	2 001 329		(4 086)	2 005 415
Eaux usées	103	2 446 239		(258 309)	2 704 548
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	5 413 824	56 811	1 047	5 469 588
Autres					
▪ cellules d'enfouissement	105.1	218 230	23 609	19 661	222 178
▪ autres	105.2	485 792	1 343	4 235	482 900
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	1 296 356	10 464	5 157	1 301 663
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 154 302	49 381	51 686	1 151 997
Ameublement et équipement de bureau	110	192 551	10 765	14 694	188 622
Machinerie, outillage et équipement divers	111	581 221	18 144	13 714	585 651
Terrains	112	126 463	369	150	126 682
Autres	113				
	114	13 916 307	170 886	(152 051)	14 239 244
Immobilisations en cours	115	131 328	948 605	262 547	817 386
	116	14 047 635	1 119 491	110 496	15 056 630
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	822 032	49 979		872 011
Eaux usées	118	1 398 205	67 614		1 465 819
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	2 231 886	241 614	691	2 472 809
Autres					
▪ cellules enfouissement	120.1	107 179	8 919	9 657	106 441
▪ autres	120.2	184 851	19 934	155	204 630
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	627 463	32 007	1 152	658 318
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	744 849	59 216	47 561	756 504
Ameublement et équipement de bureau	125	166 362	6 226	5 957	166 631
Machinerie, outillage et équipement divers	126	547 123	10 032	12 019	545 136
Autres	127				
	128	6 829 950	495 541	77 192	7 248 299
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	7 217 685			7 808 331
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

OMHS - Inclus dans la catégorie « Cellules d'enfouissement »

Augmentation du coût de 1 222 561 \$ (23 609 \$ part de la municipalité), augmentation de l'amortissement cumulé de 12 256 \$ (237 \$ part de la municipalité) pour une valeur nette comptable de 1 100 305 \$ (21 248 \$ part de la municipalité).

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	3 355	3 355
	136	3 355	3 355
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	3 355	3 355

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪	144.1	3 873	48 566
Autres			
▪	145.1		
	146	3 873	48 566

Note

19. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée à louer un camion pour une durée de 1 an se terminant en 2024 pour un montant total de 57 488 \$ (taxes incluses). Les paiements minimums exigibles au cours du prochain exercice sont les suivants :

2024 : 37 150 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le Complexe environnemental de la Rouge s'est engagé par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 1 571 126 \$ (30 340 \$ part de la municipalité). Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2024 : 958 048\$ (18 205 \$ part de la municipalité)

2025 : 575 986 \$ (11 123 \$ part de la municipalité)

2026 : 37 092 \$ (716 \$ part de la municipalité)

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la municipalité et du budget adopté par l'organisme contrôlé, incluant la part qui lui revient dans le budget du partenariat auquel la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché et le risque de taux d'intérêt. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs et au placement de portefeuille.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et au placement de portefeuille est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention son placement jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts temporaires se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 799 827	1 936 951	1 965 089			1 965 089
Compensations tenant lieu de taxes	2	181 714	179 482	179 966			179 966
Quotes-parts	3					83 002	12 262
Transferts	4	527 775	515 865	604 529		107	604 636
Services rendus	5	22 198	9 275	48 897		11 352	60 249
Imposition de droits	6	99 669	57 000	90 723			90 723
Amendes et pénalités	7	18 627	11 000	14 118			14 118
Revenus de placements de portefeuille	8	4 073		5 240		4 650	9 890
Autres revenus d'intérêts	9	15 777	7 000	17 928		3	17 931
Autres revenus	10	27 910		610		14 441	15 051
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	2 697 570	2 716 573	2 927 100		113 555	2 969 915
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	31 990		871 828		2 236	874 064
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	31 990		871 828		2 236	874 064
	22	2 729 560	2 716 573	3 798 928		115 791	3 843 979
Charges							
Administration générale	23	668 497	680 104	710 265	17 603	6 441	734 309
Sécurité publique	24	240 265	301 081	319 905	18 881		338 786
Transport	25	765 452	858 569	886 749	287 275		1 174 024
Hygiène du milieu	26	283 433	309 128	295 139	118 597	110 602	453 598
Santé et bien-être	27	8 813	1 596	2 051	622		2 673
Aménagement, urbanisme et développement	28	198 661	235 503	216 667	4 511		221 178
Loisirs et culture	29	195 642	310 368	259 178	31 507		290 685
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	43 896	13 431	59 209		4 371	63 580
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	484 288		478 996	(478 996)		
	34	2 888 947	2 709 780	3 228 159		121 414	3 278 833
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(159 387)	6 793	570 769		(5 623)	565 146

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(159 387)	6 793	570 769	565 146
Moins : revenus d'investissement	2	(31 990)	()	(871 828)	(874 064)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(191 377)	6 793	(301 059)	(308 918)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	484 288		478 996	495 541
Produit de cession	5			12 714	13 390
(Gain) perte sur cession	6	16 373		(116)	(792)
Réduction de valeur / Reclassement	7			(676)	
	8	500 661		491 594	508 139
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(79 900)	(82 600)	(82 600)	(104 087)
	18	(79 900)	(82 600)	(82 600)	(104 087)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(37 552)	()	(75 392)	(101 307)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	45 053		12 440	12 440
Excédent de fonctionnement affecté	21		84 541	84 541	84 694
Réserves financières et fonds réservés	22	(18 078)	(8 734)	(8 734)	(190)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			21 248	21 248
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(10 577)	75 807	12 855	16 885
	26	410 184	(6 793)	421 849	420 937
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	218 807		120 790	112 019

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	31 990	871 828	2 236	874 064
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	14 702)(	20 541)(	)	20 541)
Sécurité publique	3 (	65 173)(	365 907)(	)	365 907)
Transport	4 (	72 372)(	341 455)(	)	341 455)
Hygiène du milieu	5 (	34 424)(	252 362)(	47 075)(	299 437)
Santé et bien-être	6 (	)	63 046)(	)	63 046)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	29 105)(	)	29 105)
Loisirs et culture	8 ())))
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	186 671)(	1 072 416)(	47 075)(	1 119 491)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		80 607		80 607
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	37 552	75 392	25 915	101 307
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16		43 046	4 499	47 545
Excédent de fonctionnement affecté	17			617	617
Réserves financières et fonds réservés	18		48 601	2 704	51 305
	19	37 552	167 039	33 735	200 774
	20	(149 119)	(824 770)	(13 340)	(838 110)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(117 129)	47 058	(11 104)	35 954

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		85 501	56 022	141 523
Débiteurs (note 5)	2	1 943 093	2 572 967	16 264	2 589 231
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4			52 764	52 764
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	1 943 093	2 658 468	125 050	2 783 518
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	129 056			
Emprunts temporaires (note 9)	10	808 415	592 862		592 862
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	274 538	593 182	25 510	618 692
Revenus reportés (note 11)	12	21 287	33 813		33 813
Dettes à long terme (note 12)	13	452 903	1 168 437	103 259	1 271 696
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15			92 435	92 435
	16	1 686 199	2 388 294	221 204	2 609 498
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	256 894	270 174	(96 154)	174 020
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	6 987 846	7 568 668	239 663	7 808 331
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 355	3 355		3 355
Stocks de fournitures	20	39 763	61 123		61 123
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	48 566	3 873		3 873
	23	7 079 530	7 637 019	239 663	7 876 682
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	814 201	690 536	4 801	695 337
Excédent de fonctionnement affecté	25	84 541		9 746	9 746
Réserves financières et fonds réservés	26	68 181	248 314	14 439	262 753
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	41 276	41 276
Financement des investissements en cours	28	(167 700)	(151 673)		(151 673)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	6 537 201	7 120 016	155 799	7 275 815
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	7 336 424	7 907 193	143 509	8 050 702
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 010 368	886 727	907 459	786 099
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	192 499	194 175	198 633	136 682
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	1 202 389	1 319 782	1 378 592	1 238 451
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	11 431	30 372	34 743	16 864
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	2 000	28 837	28 837	30 238
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	233 943	223 390	152 650	155 484
Transferts	15				
Autres	16	26 650	28 690	29 784	27 928
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	17 500	16 374	27 126	22 821
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		478 996	495 541	498 469
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ autres	21.1	3 000	4 102	4 102	18 688
▪ créances couteuses	21.2	10 000	16 714	16 714	21 508
▪ charge de désactualisation	21.3			4 652	
	22	2 709 780	3 228 159	3 278 833	2 953 232

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	695 337	821 451
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 746	93 946
Réserves financières et fonds réservés	3	262 753	96 410
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	41 276)(	25 847)
Financement des investissements en cours	5	(151 673)	(155 498)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	7 275 815	6 655 094
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	8 050 702	7 485 556
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	690 536	814 201
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	4 801	7 250
	11	695 337	821 451
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affecté - Exercice suivant	12.1		84 541
	13		84 541
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ royautés biogaz	14.1	966	1 061
▪ équipement	14.2	2 281	1 773
▪ site de compostage	14.3	1 852	1 147
▪ biosor	14.4	1 323	1 029
▪ bassins	14.5	407	341
▪ PGMR	14.6	116	296
▪ matériaux secs	14.7	1 434	1 576
▪ rampe de chargement	14.8	497	546
▪ autres	14.9	870	1 636
	15	9 746	9 405
	16	9 746	93 946

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪ Fonds verts	19.1	8
▪ Imprévus	19.2	2 897
	20	2 905
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	241 314
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	10 071
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	7 000
Autres		
▪ Coûts post-fermeture LET	30.1	1 463
	31	259 848
	32	262 753
		92 582
		96 410

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	21 248)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 (	21 248)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 (	20 028)(
▪	57 (	20 028)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	41 276)(
		25 847)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	43 233
Investissements à financer	66 (151 673)(	198 731)
	67 (151 673)	(155 498)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	7 808 331
Propriétés destinées à la revente	69	3 355
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73	7 811 686
	74	7 221 040
Ajustements aux éléments d'actif	75	7 811 686
	76	7 221 040
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (1 271 696)(	589 699)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (10 398)(	2 097)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	726 193
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	20 030
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (535 871)(	565 946)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (535 871)(	565 946)
	84	7 275 815
		6 655 094

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité participe à un régime de retraite à cotisation déterminées qui est géré par Desjardins sécurité financière compagnie d'assurance-vie. La municipalité possède une convention collective qui spécifie que l'employé a droit à un régime de retraite qui est établi à 8% du salaire brut après avoir fait 700 heures de service continue et que cette charge est payable par la municipalité pour un service courant et non pour des services passés.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	17 258
	110	55 336
		17 258

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif pour les employés de la RIDR.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	1 102
Autres régimes	115	
	116	964
		1 102

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7
		7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM) pour les élus de la RIDR. Ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Cotisations des élus au RREM	118	8	7
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	26	25
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	26	25

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022	
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 269 218	1 269 218	1 202 868
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	19 721	19 721	19 492
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 288 939	1 288 939	1 222 360
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	24 605	24 605	24 671
Égout	13	31 406	31 406	31 080
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	172 370	172 370	164 370
Autres				
▪ Sécurité publique et SQ	16.1	292 879	292 879	205 357
▪ Matières résiduelles - roulottes	16.2	7 320	7 320	6 984
▪ Bacs et plaques signalétiques	16.3	980	980	1 348
Centres d'urgence 9-1-1	17	5 568	5 568	5 754
Service de la dette	18	74 667	74 667	71 693
Pouvoir général de taxation	19	66 355	66 355	66 210
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	676 150	676 150	577 467
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	676 150	676 150	577 467
	27	1 965 089	1 965 089	1 799 827

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	990	990	1 004
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	158 360	158 360	158 360
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	18 466	18 466	20 307
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	177 816	177 816	179 671
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	382	382	369
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	1 768	1 768	1 674
Taxes d'affaires	38			
	39	2 150	2 150	2 043
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	179 966	179 966	181 714

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	353 080	353 080	278 770
Enlèvement de la neige	53	147 736	147 736	168 709
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	13 095	13 095	11 411
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69		107	(88)
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	4 985	4 985	2 821
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	518 896	519 003	461 623

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	86				
Sécurité publique					
Police	87				
Sécurité incendie	88	262 297	262 297		
Sécurité civile	89				
Autres	90				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	91	353 967	353 967		30 000
Enlèvement de la neige	92				
Autres	93				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	94				
Transport adapté	95				
Transport scolaire	96				
Autres	97				
Transport aérien	98				
Transport par eau	99				
Autres	100				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	238 337	238 337		
Réseau de distribution de l'eau potable	102				
Traitement des eaux usées	103				1 990
Réseaux d'égout	104	17 227	17 227		
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	105				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	106				
Tri et conditionnement	107				
Autres	108				
Autres	109		2 236		609
Cours d'eau	110				
Protection de l'environnement	111				
Autres	112				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	871 828	874 064	32 599

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	69 558	69 558	53 725
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	16 075	16 075	12 339
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	85 633	85 633	66 064
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 476 357	1 478 700	560 286

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration	Données consolidées	
			municipale	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS			Réalisations	2023	Réalisations
			2023		2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Grefe et application de la loi		137			
Évaluation		138			
Autres		139			
		140			
Sécurité publique					
Police		141			
Sécurité incendie		142	4 220	4 220	5 656
Sécurité civile		143			
Autres		144			
		145	4 220	4 220	5 656
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale		146			
Enlèvement de la neige		147			
Autres		148			
Transport collectif		149			
Autres		150			
		151			
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
		152			
Réseau de distribution de l'eau potable					
		153			
Traitement des eaux usées					
		154			
Réseaux d'égout					
		155			
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
		156			226
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport					
		157			
Tri et conditionnement					
		158			
Autres					
		159			
Autres					
		160		589	496
Cours d'eau					
		161			
Protection de l'environnement					
		162			
Autres					
		163			
		164		589	722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	4 220	4 809	6 378

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	3 057	3 057	4 095
	182	3 057	3 057	4 095
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	27 508	27 508	5 324
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	27 508	27 508	5 324
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	3 286	3 286	2 801
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	3 286	3 286	2 801
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198			
Réseaux d'égout	199			
Réseaux d'égout				
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201		5 146	5 701
Matières recyclables	202		5 617	4 769
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			302
	207		10 763	10 772

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	208				
Sécurité du revenu	209				
Autres	210	1 100	1 100	1 100	1 100
	211	1 100	1 100	1 100	1 100
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	212				
Rénovation urbaine	213				
Promotion et développement économique	214				
Autres	215				
	216				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	217	9 726	9 726	2 635	
Activités culturelles					
Bibliothèques	218			59	
Autres	219				
	220	9 726	9 726	2 694	
Réseau d'électricité	221				
	222	44 677	55 440	26 786	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	48 897	60 249	33 164	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	13 095	13 095	8 138
Droits de mutation immobilière	225	77 628	77 628	91 531
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	90 723	90 723	99 669
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	14 118	14 118	18 627
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230	5 240	9 890	6 723
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	17 928	17 931	15 786
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	116	792	(16 373)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			4 669
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	494	14 259	62 731
	242	610	15 051	51 027
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	113 336		113 336	98 252
Greffe et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	519 784	17 603	537 387	508 555
Évaluation	4	33 544		33 544	38 272
Gestion du personnel	5				3 517
Autres					
▪	6.1	43 601		43 601	48 139
	7	710 265	17 603	727 868	696 735
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	122 253		122 253	118 016
Sécurité incendie	9	184 614	18 551	203 165	136 354
Sécurité civile	10	8 155	330	8 485	2 267
Autres	11	4 883		4 883	3 697
	12	319 905	18 881	338 786	260 334
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13	509 008	269 586	778 594	646 165
Enlèvement de la neige	14	363 362	17 689	381 051	400 041
Éclairage des rues	15	9 441		9 441	12 168
Circulation et stationnement	16				
Transport collectif					
Transport en commun	17	4 938		4 938	3 445
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20				
	21	886 749	287 275	1 174 024	1 061 819

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	17 805	49 979	67 784	67 784	59 114
Réseau de distribution de l'eau potable	23	15 669		15 669	15 669	11 318
Traitement des eaux usées	24	17 722	67 614	85 336	85 336	80 718
Réseaux d'égout	25	4 977		4 977	4 977	3 246
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	48 271		48 271	48 271	59 770
Élimination	27	32 204		32 204	65 101	68 694
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	66 216		66 216	54 613	61 701
Tri et conditionnement	29	16 056	635	16 691	16 691	2 620
Matières organiques						
Collecte et transport	30	50 771		50 771	35 028	39 336
Traitement	31				7 330	6 419
Matériaux secs	32	21 602		21 602	42 671	45 182
Autres	33				5 848	5 507
Plan de gestion	34				64	57
Autres	35					
Cours d'eau	36	633	369	1 002	1 002	1 099
Protection de l'environnement	37	3 213		3 213	3 213	3 460
Autres	38					
	39	295 139	118 597	413 736	453 598	448 241
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40					
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	2 051	622	2 673	2 673	9 435
	43	2 051	622	2 673	2 673	9 435

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	138 214	4 511	142 725	121 324
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47	10 383		10 383	11 099
Tourisme	48	1 714		1 714	1 854
Autres	49				
Autres	50	66 356		66 356	66 296
	51	216 667	4 511	221 178	200 573
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	9 614	3 063	12 677	24 434
Patinoires intérieures et extérieures	53	8 572	2 739	11 311	11 648
Piscines, plages et ports de plaisance	54	1 413		1 413	2 676
Parcs et terrains de jeux	55	20 798	12 736	33 534	74 975
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58	78 748		78 748	36 002
	59	119 145	18 538	137 683	149 735
Activités culturelles					
Centres communautaires	60	63 969		63 969	
Bibliothèques	61	75 701	12 969	88 670	78 904
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				354
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	363		363	
	65	140 033	12 969	153 002	79 258
	66	259 178	31 507	290 685	228 993

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	28 289		28 289	32 385	14 829
Autres frais	69	2 083		2 083	2 358	2 035
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71	28 837		28 837	28 837	30 238
	72	59 209		59 209	63 580	47 102
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	478 996 (	478 996)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			4 086
Usines de traitement de l'eau potable	2	213 716	213 716	27 481
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	32 294	32 294	2 857
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		23 609	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	107 164	107 164	129 540
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11		436	15 280
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	590 478	590 478	
Édifices communautaires et récréatifs	14	63 046	73 135	684
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	48 601	49 381	1 429
Ameublement et équipement de bureau	18	10 765	10 765	14 945
Machinerie, outillage et équipement divers	19	6 352	18 144	9 722
Terrains	20		369	
Autres	21			
	22	1 072 416	1 119 491	206 024

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			4 086
Usines de traitement de l'eau potable	2	213 716	213 716	27 481
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	32 294	32 294	2 857
Autres infrastructures	5	107 164	131 209	144 820
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	719 242	742 272	26 780
	12	1 072 416	1 119 491	206 024

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	120 999		44 424	76 575
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	470 797	80 607	72 078	479 326
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	591 796	80 607	116 502	555 901
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9		726 193		726 193
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13		726 193		726 193
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15		726 193		726 193
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18		726 193		726 193
	19	591 796	806 800	116 502	1 282 094
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21		15 607	15 607	
Dette à long terme	22	591 796	822 407	132 109	1 282 094

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 178 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	151 673
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	726 193
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	603 680
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	103 895
Endettement net à long terme	14	707 575
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	831 763
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	1 539 338
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 539 338
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1			
	Évaluation	2	33 544	33 544	38 272
	Autres	3	24 558	24 558	23 793
Sécurité publique					
	Police	4			
	Sécurité incendie	5	832	832	711
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9	408	408	457
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11			
	Matières résiduelles	12	70 740		
	Cours d'eau	13	633	633	668
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Logement social	16			
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	13 525	13 525	11 630
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	10 383	10 383	11 099
	Autres	21	68 070	68 070	68 150
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	334	334	350
	Activités culturelles	23	363	363	354
Réseau d'électricité					
		24			
		25	223 390	152 650	155 484

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 072 416	186 671
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 072 416	186 671

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,82	40,00	5 877,00	215 596	52 614	268 210
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,21	35,00	11 350,00	293 268	60 929	354 197
Cols bleus	4	4,49	40,00	9 374,00	248 670	69 232	317 902
Policiers	5						
Pompiers	6	5,16	5,75	1 548,00	40 128	5 477	45 605
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	18,68		28 149,00	797 662	188 252	985 914
Élus	9	7,00			89 065	5 923	94 988
	10	25,68			886 727	194 175	1 080 902

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		72 962	165 375		238 337
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		5 130	12 096		17 226
Autres	6	599 544	616 265	2 137	2 848	1 220 794
	7	599 544	694 357	179 608	2 848	1 476 357

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	30 919	31 993
	4	30 919	31 993
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 629	2 168
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 629	2 168
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	21 598	2 940
Enlèvement de la neige	11	2 858	3 337
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	24 456	6 277
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 205	3 458
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	2 205	3 458
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	59 209	43 896

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jacques Allard	1.1 Maire	18 637	10 116		
Yves Leduc	1.2 Conseiller	6 232	3 116		
Danièle Tremblay	1.3 Conseiller	6 232	4 359		
Annie Chevalier	1.4 Conseiller	6 232	3 926		
Guy Gauthier	1.5 Conseiller	6 232	4 332		
Marie-Claude Bélanger	1.6 Conseiller	6 232	4 586		
Reynald Stockless	1.7 Conseiller	6 232	3 871		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 300 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ 11 100 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 435 886 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	269 921 \$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été		
	Systèmes de sécurité	46	\$
	Chaussées pavées - entretien préventif	47	368 \$
	Chaussées pavées - entretien palliatif	48	\$
	Chaussées en gravier - entretien préventif	49	31 652 \$
	Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	267 942 \$
	Systèmes de drainage	51	36 805 \$
	Abords de routes	52	31 285 \$
	Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	368 052 \$

b) Dépenses d'investissement

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	\$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	\$

c) Total des frais encourus admissibles 56 637 973 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a)	Numéro de la résolution	57	
b)	Date d'adoption de la résolution	58	2024-06-10

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-11-296
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-11
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 7
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 4
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2024-06-06 13:22

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	2 697 570	2 716 573	2 927 100	113 555	2 969 915
Investissement	2	31 990		871 828	2 236	874 064
	3	2 729 560	2 716 573	3 798 928	115 791	3 843 979
Charges	4	2 888 947	2 709 780	3 228 159	121 414	3 278 833
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(159 387)	6 793	570 769	(5 623)	565 146
Moins : revenus d'investissement	6 (	31 990)(	)	871 828)(	2 236)(	874 064)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(191 377)	6 793	(301 059)	(7 859)	(308 918)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	484 288		478 996	16 545	495 541
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	79 900)(	82 600)(	82 600)(	21 487)(	104 087)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	37 552)(	)	75 392)(	25 915)(	101 307)
Excédent (déficit) accumulé	12	26 975	75 807	88 247	29 945	118 192
Autres éléments de conciliation	13	16 373		12 598		12 598
	14	410 184	(6 793)	421 849	(912)	420 937
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	218 807		120 790	(8 771)	112 019

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1		85 501	141 523
Débiteurs	2	1 943 093	2 572 967	1 967 752
Placements de portefeuille	3			52 764
Autres	4			
	5	1 943 093	2 658 468	2 783 518
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	129 056		56 799
Dette à long terme	7	452 903	1 168 437	589 699
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	1 104 240	1 219 857	1 199 719
	10	1 686 199	2 388 294	1 846 217
Actifs financiers nets (dette nette)	11	256 894	270 174	176 187
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	6 987 846	7 568 668	7 217 685
Autres	13	91 684	68 351	91 684
	14	7 079 530	7 637 019	7 309 369
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	814 201	690 536	821 451
Excédent de fonctionnement affecté	16	84 541		93 946
Réserves financières et fonds réservés	17	68 181	248 314	96 410
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	()	()	(25 847)
Financement des investissements en cours	19	(167 700)	(151 673)	(155 498)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	6 537 201	7 120 016	6 655 094
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	7 336 424	7 907 193	8 050 702

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affecté - Exercice suivant	1.1		84 541
	2		84 541
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	9 746	9 405
	4	9 746	93 946
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	2 905	3 828
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	241 314	61 181
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10	10 071	22 540
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	7 000	7 000
Autres			
▪ Coûts post-fermeture LET	14.1	1 463	1 861
	15	262 753	96 410
	16	272 499	190 356

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	603 680
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 539 338

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	479 326	470 797
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	76 575	120 999
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	726 193	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	1 282 094	591 796

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	1 799 827	1 936 951	1 965 089	1 965 089
Compensations tenant lieu de taxes	13	181 714	179 482	179 966	179 966
Quotes-parts	14				12 262
Transferts	15	527 775	515 865	604 529	604 636
Services rendus	16	22 198	9 275	48 897	60 249
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	122 369	68 000	110 081	114 731
Autres	18	43 687	7 000	18 538	32 982
	19	2 697 570	2 716 573	2 927 100	2 969 915
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	31 990		871 828	874 064
Autres	23				
	24	31 990		871 828	874 064
	25	2 729 560	2 716 573	3 798 928	3 843 979

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	710 265	17 603	727 868	734 309	696 735
Sécurité publique						
Police	2	122 253		122 253	122 253	118 016
Sécurité incendie	3	184 614	18 551	203 165	203 165	136 354
Autres	4	13 038	330	13 368	13 368	5 964
Transport						
Réseau routier	5	881 811	287 275	1 169 086	1 169 086	1 058 374
Transport collectif	6	4 938		4 938	4 938	3 445
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	56 173	117 593	173 766	173 766	154 396
Matières résiduelles	9	235 120	635	235 755	275 617	289 286
Autres	10	3 846	369	4 215	4 215	4 559
Santé et bien-être	11	2 051	622	2 673	2 673	9 435
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	138 214	4 511	142 725	142 725	121 324
Promotion et développement économique	13	12 097		12 097	12 097	12 953
Autres	14	66 356		66 356	66 356	66 296
Loisirs et culture	15	259 178	31 507	290 685	290 685	228 993
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	59 209		59 209	63 580	47 102
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	2 749 163	478 996	3 228 159	3 278 833	2 953 232
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	478 996 (	478 996)			
	21	3 228 159		3 228 159	3 278 833	2 953 232

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022		Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	31 990	871 828	2 236	874 064
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	186 671)(	1 072 416)(	47 075)(	1 119 491)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4		80 607		80 607
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	37 552	75 392	25 915	101 307
Excédent accumulé	6		91 647	7 820	99 467
	7	(149 119)	(824 770)	(13 340)	(838 110)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(117 129)	47 058	(11 104)	35 954

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14